

PAALCO NEWS

PAALCO NAMUR, A VOTRE SERVICE



PAALCO Namur est né il y a un peu plus de 6 mois et est heureux de vous transmettre sa première newsletter.

Cette newsletter est destinée à informer les partenaires de PAALCO Namur de l'état d'avancement du projet et des thématiques sur lesquelles l'intervention de PAALCO Namur pourrait vous être utile.

Dans le cadre de notre premier bulletin d'information, nous vous rappellerons ce qu'est PAALCO Namur et les principes de l'approche administrative de lutte contre la criminalité organisée.

Nous aurons également le plaisir de vous fournir un premier rapport descriptif d'un phénomène de criminalité organisée sur le territoire de la Province de Namur, le phénomène des démousseurs de toits.

JUIN 2019

Newsletter n°1

DANS CE NUMERO

L'approche administrative de la lutte contre la criminalité organisée en résumé (page 2)

EUROPOL et la criminalité organisée (page 2)

Présentation de PAALCO (page 3)

Analyse descriptive d'un phénomène (page 4)

Contacts (page 6)

Annexe(s)

Brochure PAALCO NAMUR



L'APPROCHE ADMINISTRATIVE DE LUTTE CONTRE

LA CRIMINALITE ORGANISEE

L'implantation et l'enracinement de la criminalité, et particulièrement de la criminalité organisée, dans le tissu socio-économique et culturel local impactent l'économie, la qualité de vie et la confiance du citoyen dans le fonctionnement des institutions officielles. Face à une criminalité très organisée, les acteurs publics et les autorités doivent donc s'organiser.

Complémentaire à l'approche pénale classique, l'approche administrative de lutte contre des phénomènes criminels constitue un moyen probant de prévenir, perturber et réprimer cette problématique.

Elle entend également développer une meilleure structuration des échanges d'information entre tous les partenaires afin de mieux détecter ces phénomènes.

Cette approche vise à utiliser l'ensemble des moyens et outils administratifs disponibles (règlement, autorisations, licence, permis, ...) et à en développer de nouveaux pour éviter de laisser la criminalité s'installer dans le tissu local.

Elle encourage ainsi la mise en place **d'une approche multipartenaires**, où les différentes autorités et les acteurs publics établissent ensemble des barrières administratives évitant, déviant et déformant les structures d'opportunité des organisations criminelles.

« Le crime organisé représente la plus grande menace pour la sécurité de l'Europe, loin devant le terrorisme »
(Europol, avril 2019)

UNE VISION EUROPEENNE DE LA LUTTE CONTRE

LA CRIMINALITE ORGANISEE

Selon le dernier rapport SOCTA d'Europol, en 2013, 3600 organisations criminelles étaient actives sur le territoire de l'Union Européenne. Aujourd'hui, elles sont près de 5000 à faire l'objet d'une enquête. Cette augmentation montre que le crime organisé constitue une réalité mouvante dont la complexité et l'ampleur des activités ne cessent d'augmenter. En effet, alors que de plus en plus de petites structures actives dans des activités criminelles diversifiées, notamment via l'utilisation de nouvelles technologies, émergent, certaines organisations criminelles atteignent des profits comparables à ceux de multinationales.

La lutte contre le crime organisé est complexe. En effet, les capacités d'adaptation et de flexibilité des structures exigent des compétences techniques considérables dans le chef des autorités. Ainsi, les organisations criminelles sont principalement actives dans le cybercrime (et particulièrement la fraude par carte), la criminalité contre les biens (et particulièrement les cambriolages), la production, le trafic et la distribution de drogues, le trafic et la traite des êtres humains (et particulièrement des migrants).

L'intérêt pour les organisations criminelles de se livrer à des activités polycriminelles réside dans la diversification des risques, la réduction des coûts et l'augmentation des marges de profit. Ainsi, en moyenne, près d'une organisation criminelle sur deux (45%) est impliquée dans plus d'une activité criminelle. En outre, sept organisations criminelles sur dix sont actives dans plus de trois pays. L'intégration des nouvelles technologies et l'utilisation croissante du commerce en ligne montrent également leurs capacités d'adaptation.

Selon Europol, la coopération et l'échange d'informations entre les autorités chargées de l'application de la loi constituent des éléments-clés à développer et optimiser afin de lutter efficacement contre le crime organisé et de limiter son impact sur la société et l'économie.



PRESENTATION DU PROJET PAALCO



Premier Comité d'Accompagnement du projet PAALCO Namur
(29 Janvier 2019)

La lutte contre la criminalité organisée, sous toutes ses formes, est l'affaire de tous. Chaque acteur impliqué doit pouvoir compter sur l'ensemble de ses partenaires, travaillant chacun, dans le cadre de leurs compétences, dans un but commun et une volonté de collaboration forte.

Le projet PAALCO (Pour une Approche Administrative de Lutte contre la Criminalité Organisée) est un projet-pilote né d'un partenariat entre le Gouverneur de la Province de Namur et la Police Fédérale (DCA Namur).

Un comité d'accompagnement, présidé par le Gouverneur, a été mis en place pour suivre le projet et rassemble des acteurs du monde judiciaire, policier et administratif avec notamment le Procureur du Roi, des représentants de la Région wallonne, des Services Publics Fédéraux, etc.

Ce projet, financé par l'Union Européenne et la Police Fédérale, est une initiative sœur des projets ARIEC (ARondissementeel Informatie & Expertise Centrum) Limburg et Antwerpen, s'inspirant des expériences BIBOB (Bevoordering IntegriteitsBeoordelingen door het Openbaar Bestuur) au Pays-Bas et des travaux du professeur Brice de Ruyver (UGent).

LES MISSIONS DE PAALCO NAMUR

Sensibiliser l'ensemble des acteurs à l'approche administrative de lutte contre la criminalité organisée et plus particulièrement les autorités administratives locales, à l'utilisation de leurs outils juridiques, administratifs et structurels dans le cadre de cette approche de la criminalité ;

Soutenir la réflexion des autorités tant en termes de gestion de l'information que de mise en œuvre d'un modèle d'approche administrative au niveau local ;

Étudier des phénomènes criminels déterminés et la façon dont l'approche administrative peut participer à les enrayer, de manière à soutenir la réflexion des autorités partenaires ;

Proposer des outils spécifiques, notamment juridiques, pour lutter contre des phénomènes ciblés ;

Soutenir la structuration de l'échange d'information et la mise en place d'une gestion centralisée et performante des informations pour permettre l'identification des signaux criminels.

LE PHENOMENE DES DEMOUSSEURS DE TOITURES

ANALYSE DU PHENOMENE EN PROVINCE DE NAMUR

L'analyse couvre la période comprise entre le 01 janvier 2018 et le 12 avril 2019.

Nous avons conservé 56 faits sur 60 sur la Province de Namur (motif de suppression : doublon de fiche, rapport d'intervention, etc.).

La méthodologie de collecte des données provient d'une extraction d'ISLP traitée par le CIA.

L'ensemble des données récoltées et analysées par PAALCO Namur reste à disposition des acteurs partenaires du projet.

PAALCO rédige actuellement un document de travail déterminant les mesures administratives pouvant être envisagées dans le cadre de ce phénomène. Considérant les impacts environnementaux que ce phénomène peut également présenter, il est opportun d'envisager *in casu* une approche multipartenariale avec certains services administratifs spécialisés.

Le phénomène des démosseurs de toit et des asphaltés s'intensifie lorsque les beaux jours reviennent. Le *modus operandi* est généralement le même : à bord de véhicules de location et profitant de travaux en cours dans la région, ils mettent à disposition des habitants – et surtout aux plus âgés d'entre eux – leurs compétences pour exécuter quelques travaux de réhabilitation de leur domicile (nettoyage de façades, démoussage de toit, changement de tuiles abimées, petites réparations de charpenterie, asphaltage, etc.). Communément, sous le couvert de sociétés déclarées, ils peuvent fournir des devis et des factures de leurs prestations, ce qui est assurément un leurre pour mettre en confiance leurs victimes.



DONNEES TEMPORELLES

Entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018, les 46 faits recensés se concentrent sur les mois de mars et de juin. Ils ont lieu de manière privilégiée un mercredi ou un vendredi. Le moment de prédilection de commission de ces signalements et/ou de ces infractions a lieu dans la matinée. Il est, actuellement trop tôt pour obtenir une comparaison avec ce début 2019 si ce n'est que le mois de mars confirme un regain d'activité du phénomène.

Mois de l'année	Nombre de cas
Janvier	2
Février	1
Mars	12
Avril	5
Mai	8
Juin	14
Juillet	0
Août	1
Septembre	0
Octobre	2
Novembre	1
Décembre	0
Total	46

Jour de la semaine	Nombre de cas
Lundi	7
Mardi	8
Mercredi	16
Jeudi	4
Vendredi	11
Samedi	0
Dimanche	0
Total	46

Tranche horaire	Nombre de cas
Entre 8 et 8 h 59	1
Entre 9 et 9 h 59	4
Entre 10 et 10 h 59	12
Entre 11 et 11 h 59	11
Entre 12 et 12 h 59	3
Entre 13 et 13 h 59	2
Entre 14 et 14 h 59	7
Entre 15 et 15 h 59	5
Entre 16 et 16 h 59	1
Total	46

PREJUDICE FINANCIER

Sur les 36 faits où un préjudice financier monétaire est présent, les montants soustraits vont de 50 à 5000 euros. Le préjudice total est de 36.700 euros, soit 1019 euros de dommage moyen. Il peut aller de pair avec des vols dans les habitations.



Montant	Nombre de cas
Entre 0 et 150 euros	3
Entre 151 et 300 euros	4
Entre 301 et 450 euros	5
Entre 451 et 600 euros	5
Entre 601 et 1000 euros	10
Entre 1001 et 2500 euros	6
Plus de 2500 euros	3
Total	36

DONNEES GEOGRAPHIQUES

Sur 38 communes namuroises, 18 ont été touchées par le phénomène, ce qui correspond à 9 zones de police.



Zone de police et commune(s) associée(s)	Nombre de cas
5303 Namur	26
Namur	26
5304 Orneau-Mehaigne	4
Eghezée	1
Gembloux	1
La Bruyère	2
5305 Des Arches	2
Andenne	1
Ohey	1
5306 Entre Sambre et Meuse	4
Floeffe	2
Mettet	1
Profondeville	1
5307 Samsom	2
Sambreville	1
Sombreffe	1
5308 Jemeppe-sur-Sambre	8
Jemeppe-Sur-Sambre	8
5311 3 Vallées	1
Viroinval	1
5312 Haute-Meuse	7
Anhée	2
Dinant	2
Hastière	2
Yvoir	1
5315 Hermeton et Heure	2
Philippeville	2
Total général	56

PAALCO NAMUR



Priscilia DAXHELET

Coordinatrice



Maude BIETTLOT

Juriste



Kevin LIBIOUL

Gestionnaire de l'information

LES SERVICES DE PAALCO

Création d'une image du secteur sur un territoire déterminé et gestion de l'information y associée (recensement, collecte, échanges d'informations,...)

Soutien juridique à la prise de mesures administratives spécifiques (modèles, jurisprudence, aide à la motivation,...)

Mise en place de collaborations/concertations/partenariats entre diverses autorités amenées à travailler sur le secteur (autorités policières, judiciaires, administratives, associatives)

PAALCO

Place Saint-Aubain, 2, 5000 Namur

@ : paalco@province.namur.be

Web : <https://www.gouverneurnamur.be>

PAALCO NAMUR EST UN PROJET SUBSIDIE ET SOUTENU PAR



Supported by ISF-Fund of the European Union



Editeur responsable : Denis MATHEN, Place Saint-Aubain, 2, 5000 Namur
Illustrations libres de droits ou productions personnelles du centre PAALCO